



Mieux intégrer les dimensions écologiques et humaines afin de répondre à l'urgence climatique et aux nouvelles aspirations des Franciliens : telle est la feuille de route fixée par la Région Île-de-France pour la révision du Sdrif (Schéma directeur de la région Île-de-France*).

Pour initier ce nouveau récit régional, L'Institut Paris Region, missionné par la Région, a réalisé une série de rencontres et d'entretiens afin d'esquisser le(s) chemin(s) vers l'horizon 2040-2050.

L'Institut a donné la parole à des représentants d'institutions, du monde associatif, de l'entreprise, d'universitaires, de chercheurs lors de 5 webinaires thématiques : Habiter, Travailler-produire, S'approvisionner, Se déplacer et Bien vivre, et de la séance conclusive sur les nouveaux modes de planification. Parallèlement, des interviews-cadres ont été réalisées afin de mieux appréhender les grandes tendances de notre société : les fractures sociales et le vivre-ensemble, la révolution numérique, l'urgence climatique, la biodiversité et les rapports de l'homme à la nature et l'économie de demain.

***QU'EST-CE-QUE LE SDRIF ?**

Le schéma directeur de la région Île-de-France (Sdrif) est un document d'aménagement et d'urbanisme qui donne un cadre à l'organisation de l'espace francilien et définit les équilibres entre développement urbain et préservation de l'environnement, avec l'objectif d'accroître la qualité de vie des Franciliens : lutte contre les inégalités sociales et territoriales, résorption des risques et nuisances, meilleur cadre de vie, offre en logement, dynamique économique et de l'emploi, etc.

Sa dimension réglementaire porte sur la destination générale des différentes parties du territoire, la protection et la mise en valeur de l'environnement, la localisation des grandes infrastructures de transport et des grands équipements. Il détermine également la localisation préférentielle des extensions urbaines, ainsi que des diverses activités économiques (industrie, agriculture, tourisme, etc.).

Mais au-delà, il dessine le projet de société que la Région souhaite construire avec ses partenaires et les Franciliens, dans un avenir proche et plus lointain. Le schéma « Île-de-France 2030 » a été approuvé par [décret n° 2013-1241 du 27 décembre 2013](#).

Interview cadre #2 L'ATTRACTIVITÉ DE L'ÎLE-DE-FRANCE DANS UN MONDE EN MUTATION

Vincent Gollain

Directeur du département Économie à L'Insitut Paris Region

L'institut est missionné par la Région pour consulter les acteurs socio-économiques sur les perspectives de l'Île de France à l'horizon 2040, notamment sur les grandes évolutions de la société et de l'économie.

Aujourd'hui, nous avons le plaisir de recevoir Lise Bourdeau-Lepage, professeur à l'université de Lyon III et chercheur au sein de l'UMR du CNRS environnement, villes et sociétés, Lise Bourdeau-Lepage connaît tout particulièrement les sujets d'attractivité du territoire, de nature en ville ou encore de bien-être territorial.

Une seule et unique question à vous poser, quelles sont, d'après vous, les perspectives de l'Île de France en matière d'attractivité dans un monde en pleine mutation?

Lise Bourdeau-Lepage

Professeur à l'université de Lyon III - chercheur au sein de l'UMR du CNRS environnement, villes et sociétés

Ce que l'on peut dire, c'est que dans ce contexte d'un monde en mutation, on ne peut pas penser le futur de l'Île-de-France sans d'abord tirer les enseignements de la crise sanitaire que l'on est en train de traverser, que ce soit en matière environnementale, économique, politique, sociale, mais on va dire aussi spatiale. Il faut également penser aux évolutions en cours ou à venir de l'économie globale, compte tenu notamment du statut de métropole globale que détient l'Île-de-France et ensuite évidemment, il est nécessaire de penser les évolutions qui se sont produites au cours des dernières décennies pour envisager l'avenir de l'Île-de-France.

Je vais vous proposer de me pencher sur ces trois points « crise », les enseignements de la crise sanitaire, globalisation dé-globalisation ou hyper globalisation si on veut faire simple, et puis évolution possible de l'Île-de-France. Et ensuite, je présenterai les éléments sur lesquels on peut, on pourrait porter la réflexion en cours pour le Sdrif, pour que l'Île de France reste une région attractive et également conserve son rang dans le concert des métropoles globales, si tel est l'objectif recherché par la Région, évidemment.

D'abord, quels sont les enseignements qu'on peut tirer de la crise sanitaire ? Un des premiers enseignements, c'est celui du ralentissement, un ralentissement qui se confirme avec le grand confinement. C'est une aspiration de la part des Français. Nous avons pu voir dans de précédentes enquêtes, qu'il y avait une pression du temps et de l'urgence que ressentaient les Européens entre 15 et 64 ans. Ensuite on sait que 80% des Français considèrent qu'il faut ralentir et pendant la période de confinement, 94% des Franciliens ont ressenti ce ralentissement dans leur vie. Ce sont des résultats d'une enquête que j'ai menée en France pendant le confinement sur le bien-être et le quotidien des Français.

Deuxième enseignement, c'est celui de la place du cadre de vie. C'est comme s'il y avait une explosion de cette question du cadre de vie. Le confinement a renforcé cette place donnée au cadre de vie. Alors pourquoi ? D'abord on a eu un arrêt des activités, des déplacements et donc on a pu voir qu'on vivait dans un environnement pollué. Deuxième élément, les nuisances sonores : 45% des Franciliens étaient victimes de nuisances sonores avant le confinement, ils ne sont plus que 22% au cours du confinement, donc ils se sont aperçus qu'ils vivaient dans un environnement relativement bruyant qui avait des effets on va dire négatifs sur eux-mêmes, sur leur vie et leur bien-être. Ensuite, le fait d'avoir été obligé de se déplacer a pas plus d'un kilomètre, cette restriction de déplacement a généré finalement chez les Franciliens une redécouverte de leur quartier, positivement, mais aussi négativement lorsqu'il manque des services de proximité par exemple. Ensuite, évidemment, la grande leçon, c'est que l'on s'est aperçu que les logements n'étaient pas forcément adaptés et que l'on a eu 17% des habitants du Grand Paris qui ont quitté le Grand Paris parce qu'ils savaient qu'ils ne pourraient pas vivre le confinement dans des appartements de petite taille. On a tiré les leçons qu'on avait des logements qui n'étaient pas adaptés en cas de confinement. Évidemment, les Parisiens et les Franciliens passent la majeure partie de leur temps en dehors de leur logement, ce qui peut expliquer que cette inadaptation n'avait pas de conséquences jusqu'à maintenant.

Une des leçons aussi à tirer de ce grand confinement, que je nomme le grand confinement parce que le globe entier s'est arrêté finalement, c'est que c'est un révélateur du sex-appeal de la nature en ville. On s'aperçoit que vraiment le cadre de vie devient important puisqu'avant le confinement 38% des Franciliens disaient qu'ils étaient prêts à quitter la capitale, juste après le grand confinement, ils sont 54%. Donc là, il y a vraiment aussi un risque pour la région Île-de-France, surtout si ce sont ses talents qui s'en vont.

Ce que l'on peut dire ensuite, c'est que pendant cette crise sanitaire, il y a eu une prise de conscience de l'importance de la question environnementale et donc ce qu'on a pu observer, c'est que plus de 69% des Franciliens considèrent que cette période va changer quelque chose sur notre manière de prendre en compte l'environnement, de le préserver. Ils sont 66,6% à penser que cette expérience va modifier, notre manière de vivre, et par contre du côté du travail, ils sont seulement 45% à penser que ça va changer quelque chose dans notre manière de travailler, donc ça c'est une réflexion. Évidemment cette prise de conscience sur l'environnement, sur le rôle de l'environnement dans notre vie, c'est aussi la conscience finalement qu'on a un risque de nouvelle pandémie qui est là, qui est toujours possible, donc il faut agir aussi pour éviter qu'une nouvelle pandémie se passe.

Peut-être les dernières leçons sur cette crise sanitaire, les enseignements qu'on peut tirer, ce sont les limites de la globalisation, et j'y reviendrai de manière plus approfondie. C'est évidemment l'interdépendance de nos économies et ça, tout le monde l'a vu avec la question par exemple des masques, également le décrochage de l'Île-de-France par rapport à la France, notamment parce qu'une partie de son modèle est ciblée vers l'international, la question des activités culturelles, le tourisme, et donc on a eu une perte de 100 000 emplois au cours de cette année. Ça pose aussi cette question du modèle de l'économie francilienne étant donné que si la mobilité devient plus coûteuse et qu'on a une hausse tendancielle des coûts de transport, quid de ce modèle international du toujours plus ?

Alors passons maintenant sur la question de la globalisation, quel futur pour la globalisation ? Est-ce la fin ou le renforcement de la globalisation ? Il y a des signes de maturité qui font penser que quelque part les échanges de marchandises et de personnes ont atteint leur niveau le plus élevé, ne pourront pas se renforcer beaucoup plus et que peut-être certains peuvent même se réduire. Alors, on a, on le voit, une relocalisation de certaines productions dans les pays à coup de main d'œuvre élevée qui est permise par la robotisation, qui est alliée à une volonté d'autonomie dans certains secteurs comme celui des médicaments, de l'alimentation, certaines industries. À cette volonté d'autonomie s'ajoute aussi un certain protectionnisme qu'on a vu se développer, notamment la montée des barrières douanières ou une concurrence fiscale avec du dumping. À cela s'ajoutent les enjeux environnementaux qui poussent à la transition écologique et donc ça conduit à renforcer quoi ? Le déploiement des circuits courts dans des domaines qui sont diversifiés, qui peuvent être l'alimentation, des activités manufacturières, et qui vont conduire à la relocalisation de certaines productions.

Ensuite le deuxième point, c'est évidemment la production d'énergie d'origine renouvelable, évidemment comme elle est d'origine renouvelable, elle se fait à côté de sa consommation et donc elle n'est plus transportée, ce qui réduit aussi les échanges globaux. On pourrait se dire, compte tenu de ce que je viens de dire, qu'il y a une dé-globalisation. Cependant, il y a quand même deux nouveautés qui montrent que ce n'est pas la fin de la globalisation. D'abord, on a un renforcement des prestations de service à distance, c'est la délocalisation et l'exportation des services rendues possibles grâce aux progrès dans la robotique qui, dans certains cas, mettent fin à la nécessité d'être près du client, d'avoir une proximité géographique temporaire ou permanente pour rendre son service. En fait finalement, on n'a plus forcément besoin d'être à côté du client. C'est par exemple des robots chirurgicaux, ensuite il y a les plateformes qui permettent de rendre un service sans être sur

place réellement. Il reste quand même la question du dernier kilomètre. Ensuite, il y a la visio qui a permis de diminuer la mobilité, mais qui pose encore quelques questions sur son déploiement et jusqu' où finalement ça va réduire la nécessité d'être en face à face pour échanger de l'information tacite. Un point qui me paraît très important, c'est la collecte des données à travers le monde et sa concentration dans les mains de quelques sociétés. L'information renforce ce rôle comme ressource première à la production de biens mais aussi de services, donc on peut se demander si on n'est pas vers une globalisation des services, la fin de la relation interpersonnelle en face à face.

Deuxième point, c'est l'intensification de la concentration des actifs financiers à travers le monde. Il suffit d'observer les activités des sociétés américaines comme Black Rang, Vanguard, State Street global advisors, Fedelity par exemple pour montrer que finalement, c'est pas du tout la fin de la globalisation, mais peut être que là ça va toucher les actifs financiers et qu'on a certaines sociétés qui sont très présentes et qui peuvent avoir un rôle majeur dans l'économie mondiale. Donc plusieurs questions, est-ce que c'est la fin de l'information tacite et de son rôle dans les logiques de localisation des files ? C'est ce qui explique en grande partie les CDD, et pas seulement, mais aussi une partie, où c'est exactement l'inverse. L'information tacite va devenir très chère puisque par exemple, on a des coûts de déplacement qui vont être plus élevés, elle va devenir une information stratégique et dans ce cas-là, ça renforcerait peut être certaines économies d'agglomération, mais évidemment, ce sont des hypothèses. Il faut savoir dans quel sens ça va aller et quels sont les effets que ça va avoir sur la localisation des fonctions d'entreprise, qui se nourrissent de cette information tacite et donc sur les métropoles globales actuelles, est-ce que les cartes vont être rebattues ?

Ensuite, ça pose la question « c'est quoi l'économie de demain ? » plus exactement le système économique dans 20 ans d'une grande métropole, comme Paris, donc on peut se demander quelle sera la spécialisation à 20 ans de l'Île-de-France ? Quelles seront ses spécificités ? Car on sait qu'à travers l'histoire, il a toujours existé des métropoles, mais à chaque fois elles avaient une fonction stratégique.

Il y a donc deux options de développement qui se présentent à nous. D'abord, avec le choc de la pandémie, il faut rappeler qu'il a masqué et qu'il accélère à la fois des transformations profondes. Là, il joue un double jeu.

La première option, c'est le retour du « business as usual », c'est à dire qu'on se replace dans un modèle économique classique de la région Île-de-France. La deuxième option, c'est que l'on va considérer que les mutations sont profondes, qu'elles dépassent la crise sanitaire et que dans ce cas-là, on doit aller vers un nouveau modèle et donc on mute. Donc le prochain Sdrif, dans cette deuxième option, va s'inscrire dans un contexte de profonde transformation avec un chemin qui n'est pas toujours visible aujourd'hui pour les 20 prochaines années. Il faut donc se donner de l'agilité, s'interroger sur les évolutions des économies d'agglomération, du coût de transport, prendre à bras le corps la question de l'environnement, éviter la consommation d'espace, réduire les émissions de CO², renaturer et prendre en compte le risque de nouvelles pandémies.

Selon moi donc, entre ces deux options, l'Île-de-France n'a qu'un choix possible, elle doit s'engager dans un nouveau modèle et accompagner les transformations.

Cette stratégie est défendue quand même par une partie des Français, je n'ai pas de résultats d'enquête sur les Franciliens malheureusement. Il y a 63 % des Français qui ont déclaré être tout à fait d'accord ou plutôt d'accord avec le fait qu'il est important, lors de la reprise économique après la Covid, que les actions gouvernementales donne la priorité au changement climatique. C'est une enquête qui a été menée en en 2020 auprès des populations de 16 à 74 ans.

C'est quand même une stratégie qui peut se mettre en place compte tenu de la volonté aussi de la société française.

Deuxième élément, cela signifie quoi si on doit aller vers s'engager dans un nouveau modèle ? C'est évidemment passer d'une attractivité productiviste à une attractivité dite qualitative. Donc on assume la place de l'international, mais on revoit les modalités de l'insertion de l'Île-de-France dans le monde, on met fin au toujours plus, de touristes, d'accueils d'entreprises et on anticipe les prochains chocs sanitaires possibles.

Ça nous demande de transformer l'architecture économique de l'Île-de-France, quelles spécialisations, diversités à 20 ans ? Il faut partir du futur pour imaginer ce qu'est le modèle économique de demain, qui serait basé sur une économie, on l'a compris, plus digitale véritablement bas carbone et plus inclusive. Donc, on doit accompagner massivement la transformation des entreprises, les secteurs d'activité. Il y a par exemple les « Green tech » qui sont attractifs. L'Île-de-France est très attractive dans ce domaine depuis trois ans. Renforcer la place de Paris dans la finance et on a vu que, c'est lié au Brexit, nous avons eu des délocalisations de 3500 emplois de Londres vers Paris, qu'il y a eu des investissements dans la finance de 14%, donc positifs, c'est un des chiffres les plus importants au monde au cours de cette année. Donc il faut aussi assumer le rôle de région globale, mais dont les modalités, le fonctionnement seraient différents. On aurait moins de flux probablement physiques et plus d'expériences à distance. Il y a un enjeu donc majeur dans d'adaptation des compétences et de la création de nouvelles compétences, Il faut savoir que l'Île-de-France a un atout, elle est considérée comme étant une des régions où se concentrent le plus de talents à l'échelle internationale. Également, on sait que l'Île-de-France, je l'ai déjà dit, a un profil diversifié et très diversifié à côté de ses concurrents, avec le marketing, les services aux entreprises, la R&D qui est bien positionnée. Évidemment la production, et en particulier industrielle, n'est pas son point fort. Et puis de l'autre côté, il y a la logistique. Il faut savoir que l'Île-de-France est la troisième position en IDE pour les investissements directs étrangers en 2020. Elle bénéficie d'une stabilité politique, d'une sécurité juridique et avec la concentration de ses talents, elle bénéficie aussi d'une très bonne image. C'est au cours des 10 dernières années que la politique on va dire francilienne et, peut-être même nationale, a apporté ses fruits. Également, et là, c'est un point sur lequel je veux insister, Paris est vu comme la région la plus engagée dans le développement durable, donc Green Cities, Green Region, la question est posée.

Mais une fois qu'on a dit ça, qu'elle est finalement l'idée et, ou la vision que je défends particulièrement, avec ces points que je viens d'annoncer. Il y a quand même quelque chose qui me paraît important, il faut absolument placer au cœur de la

stratégie de l'Île-de-France les facteurs soft d'attractivité, car on l'a vu des mutations sont en cours du côté de la société et du côté des investisseurs. Il est donc nécessaire d'améliorer la qualité de vie des Franciliens, leur cadre de vie. C'est là-dessus qu'on peut agir, donc en leur donnant un accès à la nature plus important : poursuivre le processus de végétalisation urbaine, en mettant au cœur la participation habitante comme on l'a fait, même si on sait que c'est pas si évident que ça et que sur le moyen terme maintenir cette participation habitants, c'est compliqué. Il y a la question du transport et des mobilités actives et peut-être, tirer les leçons de cette fracture rurale-urbaine en Île-de-France, qu'on a pu voir émerger au cours de la crise sanitaire. Répondre finalement à cette surcharge environnementale, proposer un environnement plus sain et sans nuisances, peut-être de nouveaux modèles de production agricole (conversion des terres agricoles), s'interroger sur les services de proximité puisque, comme on l'a vu, on aura un déploiement des services à distance, mais qu'est-ce qu'il reste au niveau de la proximité ? Qu'est-ce qui fait que les gens vont pouvoir bien vivre ? C'est peut-être justement là qu'il faut mettre le « paquet » sur ses services de proximité, les services à distance, les équipements scolaires de qualité. Il ne s'agit pas que d'une bonne répartition, il faut aussi qu'ils soient de qualité. On pense évidemment aux nouvelles technologies de l'information et de la communication qui pourront créer des fractures importantes. Là, il faut évidemment se poser cette question en Île-de-France, si on doit diffuser la 5G, comment on va le faire ? Évidemment, les leçons du confinement c'est comment le logement doit être vu comme un espace de pleine vie et l'Île-de-France peut peut-être agir sur les normes en termes de logement, réguler en fait, être un régulateur. Pour mettre en place ces facteurs soft d'attractivité, il faut placer les attentes et le bien-être des citoyens au cœur de l'analyse de la stratégie de développement, c'est vraiment ce que je pense, donc a un renversement de modèle, et on va penser autrement notre mode de développement en prenant en considération l'interconnexion entre la santé humaine, la santé animale et la santé de l'environnement, en d'autres termes, préserver la santé des animaux et des écosystèmes pour protéger la santé humaine. On ne peut pas mettre de côté le fait qu'il y a un risque de nouvelle pandémie, si on ne fait rien au niveau environnemental. Évidemment, l'Île-de-France ne pourra pas faire quelque chose seule, il faut que d'autres s'engagent, mais au moins limiter et penser que ça peut de nouveau nous arriver

En conclusion quoi dire ? Mettre l'humain au cœur de la stratégie de développement de l'Île-de-France et donc penser aux facteurs softs d'attractivité, ne pas oublier ses facteurs parce qu'ils sont là, donc il faut les préserver en pensant aux x et en aidant un peu plus le monde de la recherche. Il y a certaines voies à nouer et renforcer la place de l'individu dans la prise de décision collective, ça me paraît évidemment important.

Donc la question que l'on peut se poser c'est finalement, est ce que l'on aura un gradualisme dans l'action publique ou une thérapie de choc ? J'ai l'impression que la voie qui est suivie, c'est celle du gradualisme de l'action publique, peut être en partant justement des attentes des citoyens et des Franciliens en particulier pour pouvoir mener une politique qui soit acceptée et qui puisse faire une politique du petit pas qui mènera peut être vers une région qui restera une région reconnue à l'échelle internationale et qui jouera un rôle important dans les années à venir. Donc il faut investir la prospective pour imaginer ce que sera l'Île-de-France dans 20 à 40 ans en plaçant les Franciliens au cœur du processus. Évidemment, les Franciliens et l'environnement, comme les Franciliens sont sensibles à l'environnement, ça va de soi.

V.G. Merci beaucoup Lise Bourdeau-Lepage, vous avez partagé avec nous plusieurs éléments, tout d'abord vos analyses et on a pu voir que vous connaissiez très bien la région Île-de-France dans ses différentes composantes, mais aussi votre présentation du futur sur le fait que les grandes métropoles ne sont pas mortes avec la pandémie mais doivent se reconstruire, se recomposer autour de grands enjeux, et nous avons noté beaucoup de recommandations pour l'action. Ça tombe bien puisqu'un schéma directeur, c'est en effet une mise en mouvement d'un territoire, et je pense que beaucoup de personnes auront à cœur de vous écouter et d'en tenir compte dans l'action publique. En tout cas, merci beaucoup de la confiance que vous avez témoignée.